

Jean-Philippe Delsol
Nicolas Lecaussin

ÉCHEC DE L'ÉTAT

Pour une société
de libre choix

éditions du
ROCHER

Échec de l'État
Pour une société de libre choix

Jean Philippe Delsol
Nicolas Lecaussin

Échec de l'État
Pour une société
de libre choix

éditions du
ROCHER

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© 2016, Groupe Elidia
Éditions du Rocher
28, rue Comte Félix Gastaldi - BP 521 - 98015 Monaco

www.editionsdurocher.fr

ISBN : 978-2-268-08994-2
EAN pdf : 9782268091792

Avant-propos

La prospérité qui a gagné l'Occident à partir du XVIII^e siècle avant de s'étendre à d'autres parties du monde, est née d'un long travail d'émancipation permis notamment par le christianisme qui a séparé, non sans mal, non sans rejets, le religieux du politique. Elle s'est forgée par la libération des énergies et des intelligences trop souvent bridées jusqu'alors par des pouvoirs absolus ou pour le moins ancrés dans des conformismes immuables. Elle a bénéficié tout à la fois du développement de l'esprit critique et de la mise en place de gouvernements stables, suffisamment forts pour garantir la liberté et suffisamment contrôlés par une société ouverte pour qu'ils n'abusent pas de leur pouvoir. Dans cet environnement, celui de notre « continent de la vie interrogée » comme le nommait Jan Patočka, les individus ont pu déployer leur créativité et faire progresser la société dans l'intérêt de tous.

Las, le despotisme et l'arbitraire chassés par la grande porte sont revenus par la petite sous la forme insidieuse de l'État-providence. Tout pouvoir sans doute a tendance à se croire indispensable et à s'inventer mille et une justifications pour intervenir à tort et à travers dans la vie des citoyens. La démocratie y contribue à sa façon par la tentation permanente d'utiliser l'argent des contribuables au profit de potentiels électeurs. Peu à peu, l'État-providence a ainsi gangrené la société et l'a amputée de ses forces vives. À force de vouloir décider pour les autres, prendre en charge chacun, imposer ses modèles centralisés et monopolistiques, multiplier les contraintes, les règles, les normes, distribuer son pain et ses jeux..., il a transformé la société en un immense jardin d'enfants irresponsables et immatures. La jalousie, l'envie y ont ajouté en incitant la masse

de plus en plus nombreuse des assistés, vivant d'une médiocrité aisée, à dénoncer sans cesse les profits et la liberté dont jouissaient encore ceux qui sortaient du lot par leurs initiatives et leur capacité d'entreprendre. Toujours avide de moyens plus importants pour financer le tonneau social des Danaïdes, le législateur a doucement fait le reste en augmentant sans répit et de façon inconsidérée les charges fiscales et sociales qui pesaient sur ceux qui travaillaient encore et qui osaient créer de l'activité malgré les entraves qui s'amoncelaient à leur rencontre. Dans une société déstructurée par l'intervention généralisée de la puissance publique, le travail a été dévalué, la famille est devenue obsolète, les loisirs offerts par la collectivité sont devenus la norme, à chacun ont été attribués des droits sur les autres dont l'État est devenu naturellement le garant et l'exécuteur. C'est ainsi que, peu à peu, la responsabilité individuelle est rentrée au musée de l'histoire pour laisser place à une pseudo-responsabilité collective... irresponsable. Et dans une société irresponsable, dominée par la puissance publique et un personnel doté d'un statut qui le rend inexpugnable à vie, les forces vives se sont amollies, l'argent a été dragué vers des dépenses non productives, la croissance s'est affaiblie. La France qui a été, de par son histoire sans doute, l'une des plus sérieuses victimes de ce processus destructif, a pris lentement du recul dans les indices internationaux, son niveau de vie par habitant a été à la traîne, son esprit s'est noyé dans le défaitisme.

Pourtant, nous croyons que l'avenir ne saurait être abandonné aux forces absconses d'un Léviathan anonyme. Rien n'est jamais définitif et le sort des hommes reste largement entre les mains de ceux qui le veulent encore. À nous de retrouver les voies du redressement et nous pensons qu'elles existent en rétablissant un cadre politique et social laissant plus de place à la liberté et à la responsabilité individuelles qui forgent notre humanité. Parce que la Cité est bâtie pour les hommes et non l'inverse, sa finalité est par essence dans le soin à veiller à la paix et la sécurité des citoyens pour leur permettre d'exercer librement leurs charges dans leur respect mutuel comme dans celui de

l'ordre social nécessaire à la pérennité de la communauté. À cet égard, la liberté des citoyens est dans la fin du gouvernement des hommes quand elle n'est pour ces derniers que le moyen, suprême certes mais moyen seulement, de réaliser eux-mêmes leurs propres fins, but ultime de chacun sur cette terre.

Contrairement à ce qu'il croit trop souvent, l'État n'est pas propriétaire de nos libertés qu'il nous concéderait par sa bonne volonté. Il est le garant de ces libertés qu'il doit nous restituer quand il se les est appropriées. La liberté retrouvée alors démultipliera ses fruits. Elle permettra plus de choses que ce que nous pouvons imaginer, comme elle l'a fait depuis la machine à vapeur et le métier à tisser dans le grand progrès des sciences et des arts qui nous permettent de vivre mieux et plus longtemps. Et si elle permet aux hommes, sans entraves, d'être plus responsables de leurs actes et d'eux-mêmes, elle apportera non seulement du confort, mais plus d'humanité s'il est admis, comme nous le croyons, que l'homme se distingue précisément de l'animal par cette capacité à penser son devenir et à l'améliorer, par son habileté et sa volonté à dépasser son présent autant que par son éternel questionnement sur ce qu'il est, d'où il vient et où il doit aller.

Tout cet ouvrage est tendu vers cet objectif d'imaginer des solutions possibles pour rétablir la grandeur de l'homme, retrouver des institutions et des règles sociales qui lui permettent de s'accomplir plutôt que de s'abêtir. Nous n'avons pas de solutions miracles au demeurant et nous ne prétendons pas que nos propositions seraient « la » panacée. Mais nous sommes sûrs qu'en rendant aux individus qui en sont capables la responsabilité de leur vie, en leur permettant de recevoir le juste fruit de leurs efforts de travail et de créativité, la société retrouverait sa vitalité. Nous présentons des voies et moyens pour y contribuer.

Chapitre 1

De l'État impotent à la société ouverte

Dans le monde entier, le ressentiment des citoyens à l'égard des hommes politiques ne cesse de grandir. Les élus et les gouvernements ne recueillent plus la confiance de leurs électeurs. Il ne s'agit pas principalement d'un cri de désespoir d'électeurs acculés à la misère. Le candidat d'extrême droite est arrivé en tête avec 36,4 % des voix aux élections présidentielles en Autriche où le taux de chômage était de 5,7 % après avoir été de 4 % en 2014. Aux États-Unis, la candidature Trump, fondée sur le rejet de la classe politique, a triomphé dans l'Indiana, un état du Midwest de 6,5 millions de personnes classé parmi les moins inégalitaires du pays et qui connaît un essor économique fulgurant depuis plusieurs années avec un taux d'impôt sur le revenu parmi les plus bas (3,40 %) aux États-Unis et un niveau de chômage en dessous de la moyenne nationale : 4,7 % contre 5 %. Partout dans le monde, la rancœur le dispute désormais à l'amertume pour enfler jusqu'à l'explosion sociale ou électorale contre ceux qui profitent du système et l'entretiennent à leur avantage de mandats en mandats sans cesse renouvelés, éloignés de la réalité de la vie quotidienne et de celle de l'entreprise. Trop d'élus ont fait preuve de trop de turpitudes pour que la confiance leur soit encore accordée. Mais plus encore peut-être, les électeurs ne supportent plus ces petits maîtres entretenus par l'argent de leurs impôts et qui manquent désormais totalement de considération à leur égard. Ils les prennent pour des incapables, à force de vouloir s'en occuper, ils les infantilisent, les annihilent, les rendent serviles. Mais ceux qui ont

été transformés en mendiants d'allocations et subventions se révoltent. Les hommes n'aiment pas ceux dont ils dépendent, ils mordent facilement la main qui les nourrit. C'est d'ailleurs dans les régions anglaises les plus subventionnées par l'Europe que le vote en faveur du Brexit a été le plus fort ! En même temps pourtant, habitués à l'assistance, ils ont peine à se relever sinon pour réclamer plus plutôt que pour s'émanciper et c'est ce qui entretient l'État-providence et lui permet de fonctionner comme une machine infernale engagée dans un cercle vicieux. Mais cela ne peut pas durer et l'évolution des techniques et des comportements vient bouleverser les réflexes et les modes de pensée.

Ce sera sans doute plus difficile en France qu'ailleurs de libérer la société parce que plus qu'ailleurs une technocratie s'y est emparée des leviers du pouvoir et tente de les conserver en anesthésiant les « classes » populaires, en mettant son emprise sur l'administration autant que sur la culture et l'information pour qu'elles chantent à l'unisson les vertus du pain et des jeux offerts au peuple au nom d'une *doxa* tout entière dévouée à la sainte égalité sociale. C'est en son nom que les prélèvements obligatoires dépassent les seuils raisonnables mais également que chacun de nous est obligé de cotiser à des régimes dits sociaux et qui ne sont souvent que de vastes entreprises de spoliation organisée à la charge des uns et au profit des autres. Mais cette course-poursuite à l'égalité est une descente douce et sans fin vers un abaissement généralisé, une égalisation vers le bas dont les plus pauvres sont souvent les premières victimes.

C'est pourquoi le jeu ne peut plus durer. Il est à ses limites. Il a en même temps épuisé ceux, de moins en moins nombreux, qui contribuent à supporter les cohortes de ceux que le système entretient à plus ou moins grands frais et jusqu'à être proche de la rupture. Il tient encore par des artifices, par des contraintes. Comme l'Empire romain empêchait ses artisans et ouvriers de changer de métier ou de quitter leur territoire, et obligeait leurs fils à leur succéder pour assurer les fonctions que plus personne ne voulait assumer, les États modernes obligent désormais leurs